

Rompre l'isolement !

→ par Bertrand Geay, professeur de science politique à l'université de Picardie, directeur du CURAPP-CNRS*

La rédaction ouvre avec cet article un cycle de publications visant à faire connaître l'histoire du SNESUP. L'objectif est double : rappeler à tous les syndiqués des moments importants de notre histoire syndicale, d'une part, contribuer à une réflexion sur notre avenir et notre action syndicale, d'autre part.

Il n'est pas sûr que le passage de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) à la FSU ait fondamentalement modifié les caractéristiques particulières du SNESUP. Le syndicat est resté en tête aux élections professionnelles mais est demeuré surtout implanté dans les facultés de sciences, de lettres et de sciences humaines. Y compris dans ces dernières, la quête universitaire de la reconnaissance et l'espoir du salut individuel ont continué de ruiner les tentatives de bien des équipes militantes. La concurrence des organisations non syndicales, à fondement corporatif et mandarin, s'est perpétuée. Les contradictions internes, autour des directions des composantes ou des présidences d'établissement, ont plutôt été renforcées par le resserrement des contraintes de gestion. Et le style sensiblement plus « politisé » du syndicat, relativement à d'autres syndicats enseignants, ne s'est pas démenti. Y compris parmi les syndicats de même tendance, le SNESUP continue d'être souvent un pas en avant dans les prises de position à caractère global, de celles sur l'Algérie ou sur 1968, à celle sur le Traité Constitutionnel Européen de 2005. Sans doute, l'art tout particulier du syndicalisme dans un monde universitaire pétri d'ambiguïtés y est-il pour beaucoup. De même que la proximité avec la jeunesse.

UN EFFET « U » ?

L'affiliation à la FSU, qui encourageait une plus grande collaboration entre les anciennes tendances minoritaires de la FEN, a sans doute donné des possibilités plus grandes d'intervention à tous ceux qui souhaitaient dépasser les clivages entre courants de pensée. Pour autant, même sur ce terrain de la structuration politique interne, le fonctionnement du syndicat est loin d'avoir été continu dans la période postérieure aux années 1990. En fait, s'il y a eu un effet « U », comme on disait alors, il est peut-être surtout à rechercher dans les bénéfices apportés par l'image d'un certain renouveau, en phase avec la renaissance des mouvements sociaux et l'émergence de la thé-

matique anti-libérale, après 1995. Mais cet effet n'a eu qu'un temps et aujourd'hui se posent de nombreuses questions sur la perception que les nouvelles générations ont des organisations syndicales.

LE PARADOXAL HÉRITAGE DE LA FEN

Il faudrait donc surtout discuter de ce qui n'a guère changé et finit par poser problème. La création de la FSU s'est faite sur la base du refus des manœuvres d'appareil conduites par le groupe qui dirigeait la FEN à la fin des années 1980. Contre une direction fédérale qui cherchait à supplanter la ligne spécifique des syndicats qui lui étaient opposés, puis qui a entrepris d'écarter de la fédération ses adversaires les plus encombrants, l'union s'est faite entre réformistes de gauche et révolutionnaires (pour dire vite) sur un principe largement défensif. Il s'agissait de défendre et conforter les structures héritées de la FEN pour garantir la démocratie syndicale. L'organisation par corps ou par catégories, qui était une particularité du syndicalisme de la fonction publique et plus particulièrement de l'enseignement public, était parée de nouvelles vertus, comme fondement de la proximité aux métiers et garantie d'une prise en compte des volontés de la base.

Par ailleurs, dans ces temps de recomposition syndicale accélérée, l'organisation autonome des syndicats de l'enseignement, à l'écart des confédérations dans l'attente d'une réunification, n'était guère

▼
S'il y a eu un effet « U », il est peut-être surtout à rechercher dans les bénéfices apportés par l'image d'un certain renouveau, en phase avec la renaissance des mouvements sociaux.
▲

remise en cause. Les nouveaux « unitaires » se consacraient pour l'essentiel à la consolidation de la nouvelle fédération. Avec il est vrai, de véritables succès d'audience. Et il est vrai aussi, dans un contexte où ni la CGT ni Solidaires n'exprimaient de volonté de rapprochement.

UN RENOUVEAU DU PROJET UNITAIRE ?

L'édifice a même été consolidé. Pour garantir les droits des syndicats minoritaires dans la fédération, on a mis au point des clauses imposant une majorité qualifiée pour toutes les décisions fédérales. La souveraineté professionnelle devenant la règle, les questions où le point de vue fédéral aurait dû s'imposer – dont la plus emblématique est la formation des maîtres – sont devenues des points de divergence chronique et parfois de conflits ouverts entre syndicats de la FSU. Le mouvement universitaire de 2009 en a payé chèrement le prix.

Sur le plan confédéral, on a accueilli de nouveaux secteurs professionnels (comme Pôle Emploi) sans s'engager simultanément dans une stratégie résolue d'unification de la gauche syndicale. Lorsque le mouvement social a reflué, le paysage syndical, désormais totalement émietté, est de plus en plus apparu comme incompréhensible pour les nouvelles générations, et donc « boutique », aussi injuste que puissent apparaître ces représentations pour tous ceux qui se sont loyalement et continuellement consacrés à l'action collective.

À l'heure où la jeunesse explore de nouvelles formes d'action et où la CGT semble avoir tiré les leçons de ses expériences récentes, l'heure est peut-être venue de réinterroger les choix qui se sont imposés il y a déjà plus d'une vingtaine d'années. ●

* A récemment dirigé *La Protestation étudiante* (Raisons d'agir, 2009) et *Luttes, espérances, utopies* (L'Harmattan, 2013).



© Mimmon / Fotolia.fr